



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-115256>

Département(s) de publication : 75

Annonce n° 25-115256

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : VILLE de PARIS - DFA - SDA

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 21750001600019

Ville : Paris

Code postal : 75013

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 75

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr>

Identifiant interne de la consultation : 2501322

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : DFA-SDA-SA3-EP

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 09/12/2025 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Exigée

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Critères d'attribution tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux d'accompagnement pour le prolongement du tramway T8

Code CPV principal - Descripteur principal : 45233141

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Travaux d'accompagnement pour le prolongement du tramway T8

Lieu principal d'exécution du marché : Paris

Durée du marché (en mois) : 96

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Lot 1 - Travaux de signalisation horizontale, verticale et barriérage pour les travaux d'accompagnement pour le prolongement du tramway T8

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233294

Lieu d'exécution du lot : Paris

- **Description du lot :** Lot 2 - Travaux de signalisation lumineuse tricolore et d'éclairage public provisoire pour les travaux d'accompagnement pour le prolongement du tramway T8

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45311200

Lieu d'exécution du lot : Paris

- **Description du lot :** Lot 3 - Travaux de voirie pour les travaux d'accompagnement pour le prolongement du tramway T8

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45233141

Lieu d'exécution du lot : Paris

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : La langue dans laquelle est rédigé et publié l'avis est le français. La consultation est passée selon une procédure adaptée. Elle donnera lieu à la conclusion d'accords-cadres mono-attributaire qui seront traité à prix unitaires à bons de commande avec pour chacun des lots les montants suivants, sur la durée ferme de 96 mois : Lot 1 - minimum : 200 000 euros HT / maximum : 2 400 000 euros HT ; Lot 2 - minimum : 200 000 euros HT / maximum : 2 000 000 euros HT ; Lot 3 - minimum : 100 000 euros HT / maximum : 1 100 000 euros HT. La durée de chaque marché court à compter de leur date de notification. A titre indicatif, les travaux, objet de la présente consultation, commenceront en avril 2026. La durée est liée à la durée des travaux d'extension du tramway T8, et s'explique par la nécessité - pour chaque lot des travaux d'accompagnement - d'avoir le même titulaire tout au long du chantier afin de garantir non seulement la continuité des interventions, mais aussi une meilleure gestion des interfaces techniques et organisationnelles. Les marchés comportent des dispositions à caractère sociale et environnementale décrites à l'article 1.6 du CCAP. En outre, les soumissionnaires retenus devront s'engager dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Et pour le lot 3 uniquement, le soumissionnaire retenu devra mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes

rencontrant des difficultés particulières d'insertion, dans le cadre de l'exécution du marché, dans les conditions précisées à l'article 1.6.1 du CCAP. Sur le fondement de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement avec les titulaires, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées aux titulaires. Avant la conclusion des contrats, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et suivants du code de justice administrative. À compter de leur signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité des contrats dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision département de Tarn-et-Garonne du 04.04.2014 (N° 358994). Les renseignements sur l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 4, Tél : 0144594400, courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 16/10/2025